

CONV 440/02

CONTRIB 161

**ÜBERMITTLUNGSVERMERK**

---

des Sekretariats  
für den Konvent

---

Betr.: **Beitrag des Mitglieds des Konvents Renée Wagener:  
"Der künftige Verfassungsvertrag muss auf den Grundsatz der Gleichheit  
von Frauen und Männern verweisen"**

---

Der Generalsekretär des Konvents hat den in der Anlage wiedergegebenen Beitrag des Mitglieds des Konvents Renée Wagener erhalten.

**Le futur traité constitutionnel doit faire référence au principe de l'égalité entre femmes et hommes**

Lors de la session plénière du 28 octobre, le Praesidium de la Convention européenne a présenté une première ébauche de traité constitutionnel. Comme le signalent les différentes organisations européennes de femmes, cette ébauche ne contient pas de référence au principe de l'égalité entre femmes et hommes, pourtant un des principes qui ont accompagné le développement de l'Union depuis ses débuts et qui furent transposés en autant d'instruments politiques précis.

Par-là, il est impératif d'introduire le principe de l'égalité entre femmes et hommes à plusieurs niveaux du traité constitutionnel :

- à celui des valeurs de l'Union énumérées à l'article 2, Titre 1, 1<sup>ère</sup> partie;
- à celui des objectifs de l'Union énumérés à l'article 3, Titre 1, 1<sup>ère</sup> partie. La promotion et la réalisation de l'égalité entre femmes et hommes doit en faire partie;
- à celui des dispositions énumérées dans la Charte;
- à celui de la vie démocratique de l'Union (Titre VI), où il se traduit par la réalisation d'une représentation politique paritaire des femmes et des hommes;
- à celui des politiques de l'Union, où il s'agit de préciser les instruments que l'Union se donne pour atteindre l'égalité: mesures contre la discrimination, actions positives, lutte contre la violence, etc.

Diverses propositions d'amendement ont déjà été introduites dans le contexte du travail sur l'ébauche du traité, parmi lesquelles certaines contiennent également des propositions analogues à celles énumérées plus haut. Ainsi, les positions du Parlement européen, telles qu'elles sont exprimées dans un document de travail, font référence au principe de l'égalité en ce qui concerne les valeurs et les objectifs de l'Union européenne.

Il serait souhaitable que le groupe de travail "Europe sociale", nouvellement créé, réfléchisse également sur ce point important et qu'il élabore des propositions concrètes allant dans le sens d'un ancrage du principe de l'égalité dans le futur traité constitutionnel.

Renée Wagener,

Luxembourg, le 28 novembre 2002